

ÉDUCATION

Une base de données nationale pour le recrutement des enseignants

Le ministère de l'Éducation nationale dispose désormais d'une base de données pour le recrutement des enseignants. Cette liste a été établie suite au concours de recrutement qui s'est déroulé en avril dernier.

Salima Akkouhe - Alger (Le Soir) - 700 000 enseignants contractuels ont passé le concours de recrutement d'enseignants. 148 000 ont réussi le concours écrit et ont été admis pour le concours oral. Au final, 28 000 enseignants, parmi les mieux classés, ont pu rejoindre le secteur de l'éducation cette année. Ceux qui n'ont pas été admis ont été listés et introduits sur une base de données.

«Nous avons des départs à la retraite et des démissions, nous avons créé une plateforme interactive gérée en temps réel par un système externe, et nous allons puiser dans cette liste à chaque fois qu'il y a un poste

vacant», a indiqué, hier, la ministre de l'Éducation nationale.

Nouria Benghabrit, qui était en tournée à Alger avec le wali pour inaugurer quelques établissements scolaires, a soutenu que les recrutements dans son secteur se feront en «toute transparence» et sur la base du mérite. «Je l'ai dit et je l'assume, les recrutements se faisaient par piston dans le passé», a-t-elle réitéré.

Deux listes ont été, cependant, établies, l'une de wilaya et l'autre nationale. «Nous sommes dans une nouvelle ère de numérisation, de transparence et de la bonne gouvernance», a souligné la première responsable du secteur.



28 000 enseignants ont rejoint le secteur de l'éducation cette année.

Le recrutement se fera ainsi, dit-elle, sur des normes connues par tout le monde. L'enseignant sera stagiaire pour une période de neuf mois. Si au bout de cette période, il est

non concluant, il sera remplacé.

La réglementation actuelle lui permet de renouveler son contrat pour une nouvelle période de neuf mois. La ministre de l'Éducation a annoncé, hier, que

la procédure sera changée. Selon elle, il n'est pas normal de renouveler pour une nouvelle fois un contrat non concluant.

Important échec au concours des directeurs d'établissements

La ministre de l'Éducation nationale a indiqué, hier, qu'il y a un taux d'échec important au concours de recrutement des directeurs des établissements scolaires.

Les enseignants et les censeurs seront donc appelés à occuper des postes de directeur d'établissement par intérim en attendant le prochain concours.

Les résultats du concours qui s'est déroulé le 22 août dernier seront annoncés aujourd'hui ou demain.

S. A.

RENTREE SCOLAIRE

L'absence des nouvelles recrues perturbe certains établissements

La rentrée scolaire 2016-2017 s'annonce des plus perturbées. Des élèves continuent à être refoulés quotidiennement de leurs établissements. Une situation que le Snapest (Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique) impute à l'absence des enseignants nouvellement recrutés.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - C'est la rentrée scolaire depuis dimanche dernier. Pourtant, nombre d'élèves voient leurs vacances se prolonger. Quotidiennement, des classes entières sont refoulées des établissements.

C'est le cas du lycée Didouche-Mourad de la Concorde à Bir Mourad-Raïs où les élèves de la première année secondaire sont «renvoyés» chez eux sans aucune explication. «Il n'y a pas cours. Revenez demain, leur a-t-on dit au lycée», affirme un parent d'élève qui voit sa fille rentrer bredouille depuis le jour des inscriptions.

Des refoulements qui ne sont pas typiques à ce lycée puisque plusieurs établissements scolaires connaissent la même situation. C'est ce qu'assure le coordinateur du Snapest, Meziane Meriane. Selon lui, plusieurs établissements des cycles du moyen et du secondaire sont touchés par ce problème notamment à l'intérieur du pays. Un problème qui est dû à l'absence de nombre d'enseignants nouvellement recrutés.

«Beaucoup parmi les nouvelles recrues n'ont pas rejoint leur poste de travail à cause de l'éloignement de leur lieu d'affectation», explique Meziane Meriane.

Il cite l'exemple d'une enseignante, dans la wilaya de Bouira, qui s'est retrouvée affectée à plus de 80 km de son lieu de résidence.

Pour lui, ceux qui ont établi les affectations des enseignants n'ont pas daigné

prendre en considération l'«énorme problème de transport» que connaissent les différentes villes et régions du pays. Un problème qui pourtant, poursuit-il, devait être pris en charge.

Le coordinateur du Snapest n'a pas manqué, non plus, de relever l'important déséquilibre provoqué par les départs

massifs à la retraite des enseignants. Selon lui, les 27 000 postes créés récemment restent «insuffisants».

«Le nombre de départs à la retraite des enseignants est beaucoup plus supérieur à celui des postes créés. De ce fait, des postes vacants resteront à combler», explique-t-il.

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Accidents en baisse, victimes en hausse

Les sinistres routiers ont enregistré une baisse de 18% au premier semestre de 2016, comparativement à celui de 2015. Parallèlement, le taux de mortalité engendré ne se trouve pas tellement influencé par cette tendance.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Il n'y a effectivement pas d'explosion de la sinistralité malgré la hausse notable du parc automobile et du réseau routier ces dernières années, a souligné le DG du Centre national de prévention et de sécurité routière, Ahmed Naït El Hocine.

Toutefois, «une réelle gravité des sinistres routiers a été notée, à l'exemple des deux accidents de Laghouat et de Skikda». Preuve à l'appui, en dépit de la baisse des accidents de la route de 18%, le nombre de décès généré n'a régressé que de 8%, a-t-il précisé.

Une autre statistique dramatique ressort de ces catastrophes routières, les jeunes se trouvent être la catégorie la plus impliquée dans ces accidents. Et constituent conjointement le plus grand nombre de victimes. En effet, le respon-

sable déclare que 30% des accidents routiers sont occasionnés par des conducteurs âgés de moins de 29 ans au sein desquels, souligne-t-il, 32% en sont victimes physiquement. D'autre part, 50% des auteurs de ces sinistres ont leur permis depuis moins de cinq ans. En deuxième place, il y a ceux qui ne l'ont eu que depuis deux ans. Et la cause principale de ces dommages demeure évidemment l'excès de vitesse, a rappelé A. Naït El Hocine.

«Ce qui nous renvoie directement à nous poser des questions sur la qualité de la formation en amont», a souligné le responsable. A savoir, prévoir ou revoir les normes ou le dispositif d'examens des candidats au permis de conduire de façon à éradiquer éventuellement les permis de complaisance.



L'excès de vitesse, principale cause des accidents.

Un autre levier sur lequel il faudrait agir est le durcissement du système de surveillance et l'automatisation des sanctions, a-t-il insisté. En précisant que le système de sanction prévoyant le retrait du permis a montré ses limites à bien d'égards. C'est pourquoi, il sera prochainement remplacé par le permis à points dont la structure de sanction donnera certainement de meilleurs résultats, dit-il convaincu en prenant l'exemple des pays où il est appliqué. Outre l'amélioration de l'état des routes, le

dernier facteur, qui n'est pas des moindres, est la modernisation des moyens de surveillance et de contrôle routiers.

Selon l'intervenant, le niveau de cette dernière est intimement lié à celui de la performance de la sécurité routière. «Il est clair que le nôtre n'est pas suffisamment moderne aujourd'hui», a-t-il avoué, en signalant l'urgence du déploiement des radars fixes sur les routes accidentogènes particulièrement.

N. B.